



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD
VILLE D'AJACCIO

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO

Le 28 janvier 2019 à 18h00 heures, le conseil municipal de la Ville d'AJACCIO, légalement convoqué le 22 janvier 2019 conformément à l'article L2121-17 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville sous la présidence de M. le Maire, Laurent MARCANGELI.

Etaient présents :

M. SBRAGGIA, M. VANNUCCI, Mme GUERRINI, M. PUGLIESI, Mme OTTAVY-SARROLA, M. BILLARD, Mme OTTAVY, M. VOGLIMACCI, Mme COSTA-NIVAGGIOLI, Mme BIANCAMARIA, M. ARESU, Mme CORTICCHIATO, M. MONDOLONI, adjoints au Maire.

Mme BERNARD, M. FILONI, Mme NADAL, M. LUCCIONI, Mme SANNA, M. KERVELLA, Mme FALCHI, M. BACCI, M. HABANI, Mme VILLANOVA, M. LUCIANI, Mme GRIMALDI D'ESDRA, M. LEONETTI, conseillers municipaux.

Avait donné pouvoir de voter respectivement en leur nom :

Mme RUGGERI-ZANETTACCI à M. VOGLIMACCI, M. PAOLINI à Mme OTTAVY-SARROLA, Mme JEANNE à M. PUGLIESI, Mme SICI à M. SBRAGGIA, M. FERRARA à M. MARCANGELI, Mme SANTONI-BRUNELLI à M. HABANI, Mme FELICIAGGI à Mme CORTICCHIATO, Mme ZUCCARELLI à Mme NADAL, Mme MASSEI à Mme FALCHI, M. CHAREYRE à Mme OTTAVY, M. DELIPERI à M. ARESU, Mme PILLOTTI à Mme BIANCAMARIA, Mme SIMONPIETRI à M. LUCIANI.

Etaient absents :

Mme FLAMENCOURT, M. CAU, M. CASTELLANA, M. CIABRINI, Mme RICHAUD, Mme GUIDICELLI, M. FALZOI, Mme GIACOMETTI, M. BASTELICA, conseillers municipaux.

Nombre de membres composant l'Assemblée :	49
Nombre de membres en exercice :	49
Nombre de membres présents :	27
Quorum :	25

Le quorum étant atteint, M. Yoann HABANI est désigné en qualité de secrétaire de séance.

Visa Contrôle de légalité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-212000046-20190128-2018_03-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/02/2019

Affichage : 04/02/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Séance du lundi 28 janvier 2019

Délibération N°2019/03

Débat d'orientations budgétaires 2019

Monsieur le maire expose à l'assemblée :

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est un exercice réglementaire imposé par l'article L.2312-1 du CGCT, il s'appuie sur le Rapport d'orientation budgétaire (ROB). Le ROB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, leurs EPA et leurs groupements (Art. L.2312-1, L.33 12-1, L.4312-1 et L.5211-36 du CGCT). En cas d'absence de ROB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale. Cependant, on constate, désormais, un ensemble de modifications liées à la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre) du 7 août 2015.

Ces modifications sont :

☞ Le ROB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux Communes membres.

☞ Lorsqu'un site internet de la commune existe, le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires doit être mis en ligne.

☞ 2 mois avant l'examen du budget, le Maire d'une commune de plus de 3 500 habitants présente au conseil municipal, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, les charges de personnel détaillées ainsi que la structure et la gestion de la dette. Il est désormais pris acte par une délibération spécifique du débat au conseil municipal.

☞ Pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte en plus la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au préfet et au président de l'EPCI dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Cette disposition s'applique également aux EPCI de plus de 10 000 habitants et comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Notre réflexion s'articulera donc des thèmes suivants:

1. Le contexte économique supranational et national.
2. Le contexte économique national et son impact sur la sphère locale.
3. Le contexte régional et son impact sur la ville d'Ajaccio.
4. L'état des lieux des finances de la ville : rétrospective 2015-2018.
5. Les orientations budgétaires 2019 pour la ville d'Ajaccio.
6. La gestion de la dette des budgets de la ville.
7. Les données sur la masse salariale.
8. Les budgets annexes.

Annexes : prospectives en fonctionnement et programmation pluriannuelle des investissements (Anru).

1/ LE CONTEXTE ECONOMIQUE SUPRANATIONAL ET NATIONAL.

UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE APRES L'EMBEILLIE DE 2017

- ✓ La croissance économique, après une franche reprise en 2017 (2,3% en France) a ralenti en 2018 (1,7% attendu), affectée par les tensions commerciales internationales et le rebond du prix du pétrole. L'année 2019 devrait se situer dans la continuité de 2018, entre 1,6% et 1,7% selon la majorité des prévisionnistes.

- Le projet de loi de finances 2019 est bâti sur l'hypothèse d' 1,7%.

<u>Croissance économique en zone euro et en France</u>							
	2013	2014	2015	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019
Zone euro	-0,3%	0,9%	1,9%	1,7%	2,5%	2,0%	1,6-1,7%
France	0,6%	0,9%	1,1%	1,2%	2,3%	1,7%	1,6-1,7%

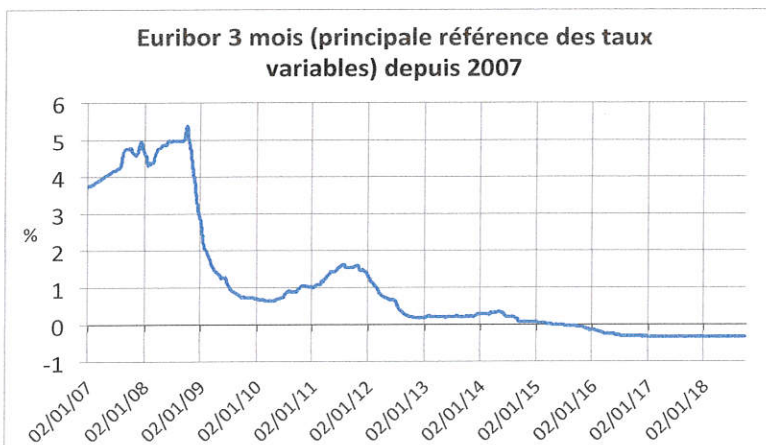
- Les prix à la consommation, après plusieurs années de stagnation en Europe, qui firent craindre l'enclenchement d'une spirale déflationniste, justifiant une action forte de la BCE, sont repartis à la hausse en 2017 (+1,2% en France). Sous la pression de l'énergie, le seuil de 2% devrait même être dépassé en 2018. Un reflux autour de 1,5% est attendu en 2019.

Le projet de loi de finances 2019 est bâti sur l'hypothèse prudente d' 1,3%.

<u>Inflation en zone euro et en France</u>							
	2013	2014	2015	2016	2017	Prév 2018	Prév 2019
Zone euro	1,3%	0,4%	0,0%	0,2%	1,5%	1,8%	1,3-1,7%
France	0,9%	0,5%	0,0%	0,2%	1,2%	2,1%	1,3-1,7%

DES TAUX D'INTERET QUI DEVRAIENT REMONTER A UN RYTHME LENT A PARTIR DE 2019.

- ✓ Malgré le contexte de reprise, la politique de la BCE est restée très accommodante en 2018.
- 2 principaux taux d'intervention maintenus à -0,40% (taux servi sur les dépôts des banques) et 0,00% (taux de financement des banques à court terme).
 - Conséquence : les taux courts de marché (Eonia, Euribor) qui déterminent les taux variables sont restés négatifs.
- Poursuite à un rythme certes ralenti des achats d'obligations d'Etat sur création monétaire → maintien mécanique des taux longs à des niveaux très bas.
 - Mi-octobre, l'Etat emprunte à 0,85% sur 10 ans.
 - En fixe, une grande collectivité est actuellement susceptible d'obtenir de l'ordre d' 1,50-1,70% sur 15 ans. **La ville d'Ajaccio a obtenu 1.8% en 2018 sur 15 ans.**



✓ **La BCE a d'ores et déjà annoncé qu'elle cesserait ses acquisitions d'obligations en 2019.**

- Une remontée des taux d'intérêt à long terme (fixes) pourrait mécaniquement en résulter. Mais en l'absence de tensions inflationnistes et dans un environnement de croissance modérée, elle ne saurait être que très lente, voire différée dans le temps.
- D'éventuelles crises financières (Italie, pays émergents, ...) auraient pour effet de différer la remontée des taux.
- **Parallèlement, la banque centrale a indiqué qu'elle n'agirait pas sur ses taux directeurs avant l'été 2019.**

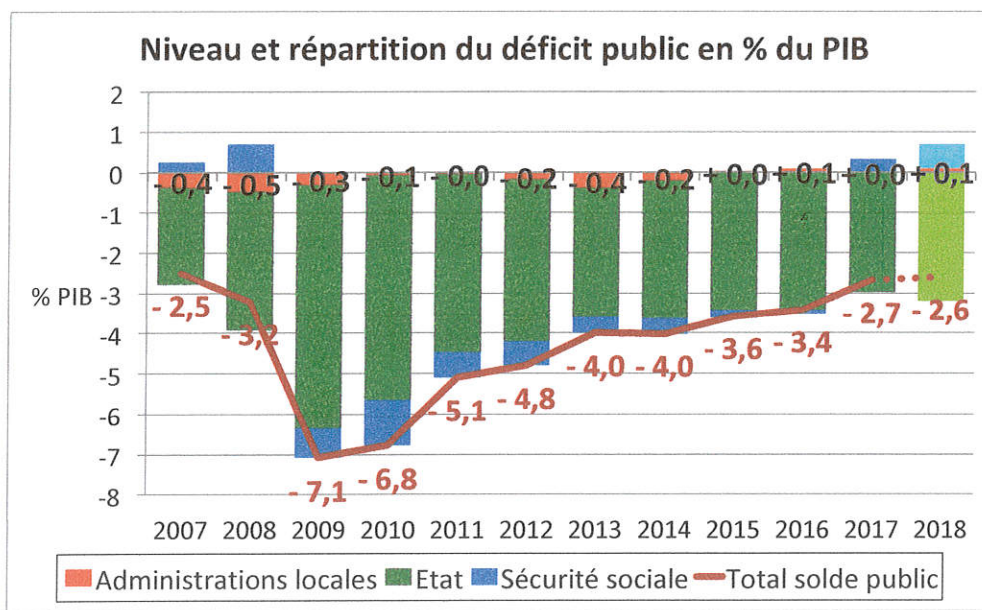
Là encore, l'état de la conjoncture ne permet pas d'imaginer un mouvement rapide. Par voie de conséquence, les taux courts (variables) devraient rester négatifs l'an prochain et pour une période plus ou moins prolongée au-delà.

2/ LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET SON IMPACT SUR LA SPHERE LOCALE.

LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019 : VUE D'ENSEMBLE – DES DEFICITS PUBLICS EN VOIE DE REDUCTION

Le déficit public français est repassé en 2017 sous le plafond européen des 3%, qui avait conduit la Commission à engager contre la France une « procédure pour déficit » excessif dès 2009.

Rappel : déficit public signifie croissance de l'endettement.

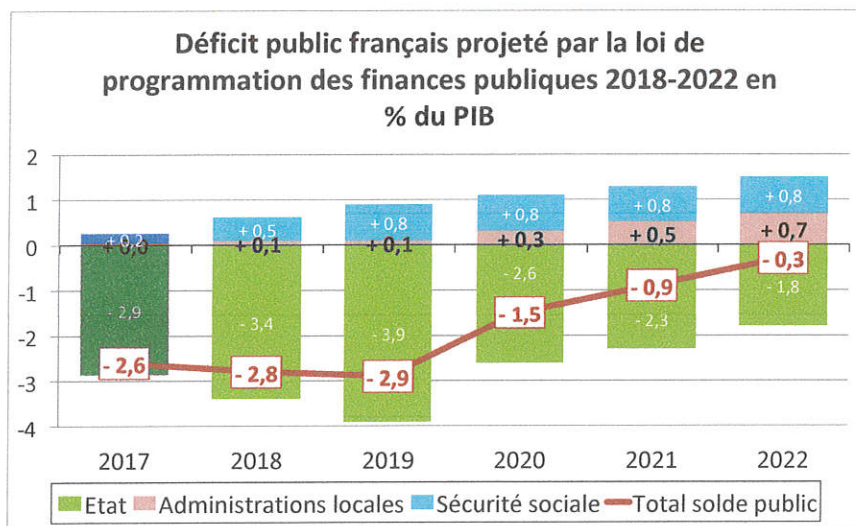


La sphère locale, malgré les ponctions sur dotations, a activement participé à cette amélioration. En 2016, en 2017 et a priori en 2018, elle extériorise des excédents de financement, autrement dit un désendettement potentiel.

Comme le tableau page 18 le démontre, après retraitement des emprunts toxiques, la ville d'Ajaccio a contribué au désendettement global. La ville s'est désendettée de plus de 6 M€ depuis 2014 sur son budget principal.

- ✓ Le projet de loi de finances programme une légère hausse du déficit public français, de 2,6% à 2,8% du PIB, revu à plus de 3% depuis les annonces issues du mouvement des « gilets jaunes ».
 - Cette dégradation procède d'un double effet, un effet exceptionnel qu'est le crédit d'impôt compétitivité emploi, mesure d'allègement du coût du travail qui était payée aux entreprises en N+1, est remplacé par une exonération de charges sociales comptabilisée en année N. Le budget 2019 supportera donc 2 fois la charge. L'autre effet étant les mesures mises en œuvre en 2019 pour répondre au mouvement des « gilets jaunes ».
 - Le déficit prévisionnel retraité de l'effet exceptionnel s'élève à **2,6 % du PIB**.
- ✓ Rappel : Le Gouvernement s'est engagé sur une trajectoire de retour à l'équilibre à l'horizon 2021-2022.

Les collectivités sont censées y contribuer par la génération d'un excédent de 0,8% du PIB, qui paraît peu plausible (en ce qu'il supposerait l'arrêt de tout emprunt).



Sans les mesures effets « gilets jaunes ».

Rappel du CADRE APPLICABLE AUX COLLECTIVITES : DISPOSITION DE LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022

- ✓ Afin que les collectivités participent à la maîtrise du déficit public français (dont elles sont peu responsables comme explicité plus haut), la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 du 22 janvier 2018 les soumet à de nouvelles contraintes.
- ✓ Pour se désendetter sans comprimer l'investissement, elles doivent contenir à l'évolution de leurs dépenses de fonctionnement d'ici 2022. Le taux plafond a été fixé à 1,2%/an (article 13).
 - Soit une diminution des dépenses de fonctionnement hors inflation, cette dernière étant anticipée autour d' 1,5% dans les années à venir.
- ✓ **NB** : De 2013 à 2017, les dépenses de fonctionnement du monde local ont augmenté en moyenne d' 1,4%/an (*c'est 1.35% pour la ville d'Ajaccio).
- ✓ Les grandes collectivités passent un contrat triennal avec l'Etat où elles s'engagent sur une maîtrise de leur endettement et de leurs dépenses de fonctionnement.
 - Grandes collectivités : régions, départements, entités du bloc communal dont les dépenses de fonctionnement nettes dépassaient 60 M€ en 2016.
 - Modulation du taux cible de 1,2%/an selon des critères objectifs (démographie, revenu des habitants, ...). – 1.35% négocié pour la ville au regard de son effort sur les 3 derniers exercices budgétaires*.
 - Sanction en cas de dépassement de la trajectoire normée de dépenses de fonctionnement : pénalité égale à 75% du dépassement (100% si la collectivité a refusé de signer).

La non-maîtrise de l'endettement n'est (pour l'heure) pas sanctionnée.

PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2019 RELATIVES AUX COMMUNES ET LEURS IMPACTS POUR LA VILLE D'AJACCIO : DGF.

- ✓ Le PLFI met en 2019 pour la deuxième année en œuvre l'engagement de stabilité des concours de l'Etat aux collectivités, dont la DGF.
- ✓ Mais stabilité *globale* ne signifie pas stabilités *individuelles*.
- ✓ La DGF de la Ville continuera d'être écrêtée afin d'alimenter les dotations de péréquation (DSU, DSR).

En l'état actuel du PLFI, l'écèlement 2019 sera un peu supérieur à celui de 2018 : **-20 k€**.

- ✓ Hypothèse de croissance de la population : 1%/an, soit un gain de DGF de **85 k€ au tarif Ville de 108 €/habitant**.
- ✓ → Au total, la DGF gagnerait 65 k€ en 2019.

CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	Perte de l'exercice	Variation En %	Pertes cumulées
14 188 749							
	13 664 544				- 524 205	- 3.70 %	- 524 205
		11 894 517			- 1 770 027	-12.96 %	- 2 294 232
			10 253 715		- 1 640 802	-13.80 %	- 6 753 471
				9 495 494	- 758 221	-7.40 %	- 11 446 726
Pertes cumulées de 2013 à 2017						- 11 446 726 €	

Total dotations de l'Etat	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Total des Dotations	17 105 991	15 381 420	13 960 904	13 289 116
Evolution en €	- 361 257	- 1 724 571	- 1 420 516	- 671 788
Evolution en %	- 2.07 %	- 10.08 %	- 9.25 %	- 4.82 %

NB : l'augmentation des dépenses de fonctionnement pour Ajaccio depuis 2014 est inférieure à 1.35% par an en moyenne. Si la contractualisation avait été appliquée à la ville entre 2013 et 2017 en lieu et place de la baisse automatique de la DGF, la ville aurait accumulé près de 11M€ de recettes supplémentaires, soit plus de 5M€ d'épargne brute supplémentaire constaté au CA 2017.

SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION

- ✓ **Pas d'impact de la suppression de la TH en 2019.**
 - ✓ Mécanisme du « dégrèvement » maintenue = l'Etat paie à la place des contribuables l'exact impôt que ceux-ci auraient acquitté (hors effet taux).
- ✓ **Annnonce a été faite d'une suppression de la TH après 2020.**
 - ✓ Projet de loi sur le sujet prévu au 1^{er} semestre 2019 qui, par delà les modalités de suppression, détaillera les **ressources de remplacement**.
 - ✓ Coût additionnel pour l'Etat de **8 Mds €** non-intégré pour l'heure à la trajectoire de finances publiques.
- ✓ **Mode de dédommagement des communes aujourd'hui privilégié par le Gouvernement (dans l'attente du projet de loi) :**
 - ✓ **Récupération de la part départementale de la taxe foncière bâtie.**
 - ✓ **Maintien sous une forme à préciser de la TH sur les résidences secondaires.**

Intervention d'un fonds de garantie pour le solde éventuel, que l'on peut imaginer **figé** (sur le modèle des compensations de la réforme de la TP).

MESURE HORS PLFI 2019 :

- ✓ **Majoration forfaitaire des bases de fiscalité directe**
 - Calée depuis 2017 sur l'inflation annuelle France harmonisée au sens européen de novembre N-1, soit novembre 2018 pour l'année 2019.
 - Valeur de l'indice en octobre 2018 = 2,5%, peu de variation à attendre en novembre.

3/ LE CONTEXTE REGIONAL : SES EFFETS SUR LA COMMUNE D'AJACCIO.

L'encadré ci-dessous rappelle ce que nous écrivions dans le ROB 2018, présenté en janvier 2018.

La création de la Collectivité Unique risque également de se traduire, le temps de son installation effective, par un ralentissement de l'activité sur le territoire ajaccien que la commune doit anticiper de manière à en atténuer les effets. Ainsi, peut-on craindre qu'en matière de marchés publics, de cofinancements, de mise en œuvre de projets d'intérêt régional, la nouvelle collectivité tarde à organiser la fusion de services issus de cultures territoriale et départementale différentes. La conséquence en serait un ralentissement de la commande publique, avec des effets non négligeables pour le tissu économique local.

L'Etat a accepté pour les 3 prochains exercices budgétaires le principe de cumul des dotations des 3 anciennes collectivités pour la nouvelle collectivité de Corse qui percevra donc à l'euro près le montant additionné (cumulé) des subventions de fonctionnement allouées aux 3 anciennes collectivités. Ainsi elle devra reverser aux communes et intercommunalités le même montant de subvention que ces dernières obtenaient des 3 anciennes collectivités réunies (cumulées).

Voir article 167 de la LFI 2018.

Ce que nous redoutions est non seulement arrivé mais il est d'une ampleur plus importante et plus dommageable pour l'économie régionale et pour la ville d'Ajaccio.

Pour preuve :

- L'adoption en juin- juillet 2018 d'un nouveau règlement des aides à l'investissement qui ampute la ville d'Ajaccio de près de 5 M€ (à minima) de dotations sur ses investissements pour les 4 ans à venir;
- Le fait d'avoir été obligé de saisir la CRC pour l'inscription (à ce jour les sommes ne nous ont toujours pas été versées...) au budget de la nouvelle collectivité de Corse de sommes dues à la ville au regard de la loi Notre pourtant rappelée par la CdC dans l'adoption de son premier budget 2018;
- Les nombreuses relances restées sans réponses et sans effets pour obtenir des arrêtés de subvention de l'ex CD2A pourtant fusionné avec la CTC pour des dossiers de demande d'aide stipulés complets par ces mêmes financeurs en 2017 et ce pour plus de 2 M€ de recettes attendues pour la ville !!

La mise en route pour le moins difficile de la nouvelle collectivité de Corse au 1^{er} janvier 2018, issue de la fusion des 3 anciennes collectivités (CTC/ CD2A et CD2B), est manifestement pensée comme une fusion-absorption des conseils départementaux par la Collectivité Territoriale de Corse (CTC) et non comme une fusion-crétation.

Cela entraîne un net ralentissement de l'activité économique pour la Corse et pour ses territoires, une baisse des capacités d'investissement des communes et intercommunalités et donc une perte d'autonomie locale pour les Maires et Présidents d'intercommunalité.

4/ ETAT DES LIEU DES FINANCES DE LA VILLE : RETROSPECTIVE 2015 – 2018.

Pour la section d'investissement : Budget principal et Anru compris.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CHAP 20	Immobilisations incorporelles	861 846	384 545 +105 289	486 277 +145480	542 492 + 98 748
CHAP 204	Subventions versées équipement	186 374	138 093	137 295 +69310	307 975
CHAP 21	Immobilisations corporelles	5 415 130	1 076 385 + 43 497	1 153 311 +1711986	5 248 292
CHAP 23	Travaux en cours	14 528 560	7 936 803 +8 968 767	4 846 420 + 2 620 816	8 658 074 + 16 711 943
TOTAL DEPENSES REELLES		28 052 880	26 225 245	19 092 700	39 868 407

Nous projetons en 2018 un peu plus de 28 M€ et quasiment autant pour 2019.

Soit près de 115 M€ entre 2015 et 2018 pour 30 M€ empruntés.

Le taux de recouvrement des recettes d'investissement s'est dégradé depuis 2016 :

En 2014 : 59 % de la CTC ;

En 2015 : 63% pour la CTC ;

En 2016 : 33 % pour la CTC ;

En 2017 : 17% pour la CTC...

Sur les 3 derniers exercices budgétaires ce retard de paiement de la CTC, cette chute du recouvrement des recettes pour la ville, pose des problèmes de trésorerie pour la ville d'Ajaccio.

L'année 2018 sera pire que 2017 puisque la CdC centralise également les recettes de l'ex Département, il faut espérer qu'en 2019 la CdC soit enfin opérationnelle conformément à la loi Notre dont elle est issue.

Pour la section de fonctionnement :

Rappel du tableau de comparaison fourni au CA 2017.

Nature	Intitulés	CA 2015	CA 2016	CA 2017
CHAP 011	Charges à caractère général	14 310 637	15 247 645	15 487 619
CHAP 012	Charges de personnel	59 688 768	62 354 270	64 077 960
CHAP 65	Autres charges de gestion	8 957 335	9 506 502	9 442 678
CHAP 014	Atténuations des produits	66 797	77 707	642 547
Total des dépenses réelles de gestion		83 023 537	87 186 124	89 650 802
CHAP 66	Charges financières	** 10 887 591	2 629 010	2 544 117
CHAP 67	Charges exceptionnelles	362 351	243 550	562 775
Total des dépenses réelles		94 273 479	90 058 685	92 757 695

Pour 2018 les montants ne sont pas encore définitivement arrêtés, mais nous serons en dessous de 15 M€ pour les charges à caractères générales.

La masse salariale atteindra 62.40 M€ et 63.95 retraitée des mutualisations, ainsi la tendance à la stabilisation voir à la baisse des charges de personnel se confirme. En effet l'augmentation de 2017 était due comme cela a été démontré au CA 2017 par les mesures gouvernementales intervenues fin 2016.

Concernant les autres charges de gestion courante (chapitre 65 dit subventions aux tiers) nous serons proches des 8.2 M€. Cette baisse est due principalement à la disparition de près d'1.3 M€ du fait du transfert du CCAS à l'intercommunalité (voir Clect), elle est cependant compensée pour 100 k€ d'augmentation du fait du virement de près de 400 k€ à la section de fonctionnement du budget ANRU (soit plus de 150 k€ de plus qu'en 2017).

Les charges financières en 2018 continuent à baisser du fait du désendettement et malgré la charge supplémentaire de 300 000€ en 2018 due à la renégociation des emprunts toxiques en 2015 (voir page 20).

5/ LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 POUR LA VILLE D'AJACCIO :

Malgré ce contexte de mise à mal de nos capacités à agir, de rétrécissement de notre autonomie financière, au regard de la rétrospective depuis 2014 une tendance se dessine pour notre budget 2019 et ceux à venir, elle se résume par :

- **une stabilisation de notre masse salariale initiée dès 2017** mais visible – effective - que depuis 2018, du fait des éléments exogènes (mesures gouvernementales de fin de mandat Présidentiel) en 2017 venus impacter à la hausse les masses salariales des collectivités en 2017 comme cela a été démontré dans le ROB 2018 et le CA 2017 du budget principal de notre ville ;
- **Un fort taux d'investissement** notamment du fait de la mise en œuvre du Programme de Renouvellement Urbain qui doit s'achever en 2019 – 2020 ;
- **Une forte augmentation des dépenses d'investissement sans augmentation des impôts locaux et en se désendettant**, seule la sortie imposée des emprunts toxiques contractés principalement en 2006 faisant apparaître superficiellement une légère augmentation de l'encours de dette (voir page 18).

Cependant, malgré la baisse de notre dette depuis 2014 (- 6 M€ d'encours de dette contractée) au niveau du Budget principal le nouveau règlement des aides voté en juin 2018 par la collectivité unique de Corse réduit à emprunt constant notre capacité d'investissement et ce sans aucune concertation de la part de l'exécutif territorial, sans aucune prise en considération des projets portés par la ville.

Ce nouveau règlement des aides fait donc l'impasse sur la continuité (voir même le report contrairement à l'affichage) des aides accordées par les départements aux communes, elles ont tout simplement disparu pour la ville d'Ajaccio sans que la dotation quinquennale nouvelle formule n'en soit abondée dans son montant alloué, **la perte pour la ville est de près d'1.5 M€ par an de subventions alors que la nouvelle collectivité est plus riche que les 3 anciennes réunies comme le démontrent l'article 167 de la LFI 2018 et le vote du budget de la CdC !!**

La liberté d'action de notre ville, l'autonomie de notre collectivité s'en trouve diminuées et ce sont alors les services publics à la population ajaccienne qui s'en trouvent amoindris.

L'exécutif municipal dès son budget 2019 se trouve affecté par ce nouveau règlement des aides, il devra emprunter près de 1.5 M€ en plus pour le même niveau d'investissement que l'année précédente.

Les principales opérations d'investissement en cours d'exécution ainsi que celles qui démarreront en 2019 sont les suivantes :

- Vidéo surveillance ;
- Beverini Vico ;
- Boulevard Mme Mère ;
- Saint Roch ;
- Acquisition du foncier pour les Bassins de Rétention du Vazzio et d'Alzo di leva.

- Maîtrise d'œuvre Musée Napoléon (nouveau 2019 en tant que maîtrise d'oeuvre);
- Maîtrise d'œuvre Théâtre du kalliste ;
- Maîtrise d'œuvre parking Abattucci (nouveau 2019) ;
- Travaux du CIAP ;
- Travaux Baptistère Saint Jean ;
- Travaux parc Berthault ;
- Travaux Skate Parc ;
- Travaux d'éclairage public du Casone
- Etudes d'ensablement de Saint-françois
- ...

Voici pour les principales opérations, il faut également préciser que près de 3 M€ sont dépensés de manière récurrente pour les travaux de voirie/ trottoir/ gros entretien et rénovation de nos bâtiments communaux.

Les dites réalisations des dépenses d'équipement pour 2019 avoisineront les 15 M€.

Pour les opérations relatives au programme de renouvellement urbain il faut se référer au tableau page suivante. C'est près de 15 M€ également qui seront réalisés en 2019, soit une légère baisse par rapport à 2018.

LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES EN SECTION DE FONCTIONNEMENT POUR 2019 :

Comme cela a été présenté dans le contexte, seule la dynamique des bases fiscales prévue à +2.5% par le gouvernement dans son projet de loi de finance 2019 entrainera une augmentation des recettes fiscales pour la ville.

L'exécutif municipal n'augmentera pas la pression fiscale, les taux resteront encore inchangés.

La prise en compte de la mutualisation en année pleine en 2019 fera diminuer l'attribution de compensation de plus de 400 000€ par rapport à l'exercice 2018.

Globalement il ne devrait pas y avoir d'augmentation des recettes pour la ville par rapport à 2018, seul le levier des produits de services et des domaines pourrait être activé.

Le réalisé de nos dépenses de fonctionnement en 2018 sera conforme à nos prévisions et engagements.

Cependant, cet objectif de plafonnement de nos dépenses de fonctionnement en 2019 est impacté par un contexte très particulier lié à une année de célébration des 250 ans de naissance de Napoléon Bonaparte.

La ville concernant ces dépenses exceptionnelles a sollicité auprès de l'Etat leur neutralisation dans le calcul du montant des dépenses de fonctionnement soumises au contrat dit de Cahors.

Par ailleurs, certaines associations gestionnaires de crèches se trouvent en difficulté, il n'est pas exclu que la ville, sous réserve des certains engagements, soit obligée d'allouer à ce titre des crédits exceptionnels en 2019.

Relativement aux dépenses de la masse salariale, il est prévu en 2019 comme en 2018 une stagnation du montant alloué à compétences constantes (après neutralisation des effets de la mutualisation).

Une légère hausse pourrait cependant être observée du fait de l'application de mesures exogènes telles que le PPCR et l'embauches structurantes de certains cadres dans les domaines de compétences suivantes :

- Finances ;
- Culture/ patrimoine ;
- Espaces verts.

Globalement nos dépenses réelles de fonctionnement devraient augmenter de moins de 1%, cela sera donc largement conforme à nos engagements contractuels et permettra en 2020 de maintenir une DGF à son niveau de 2019

Prévision MS (hors recrutements et mesures salariales 2019)

Catégorie	2018	2019	2020	2021
Titulaire	49 512 576	49 494 000	49 305 710	49 109 710
<i>retraite 2019 non remplacés</i>		-188 290	-196 000	-175 000
Sous-Total Titulaires	49 512 576	49 305 710	49 109 710	48 934 710
Stagiaire	3 844 215	5 586 950	5 642 820	5 699 248
Sous-total FT	53 356 790	54 892 660	54 752 530	54 633 958
Contractuel	7 936 248	6 006 500	6 115 357	6 421 124
Sous-total permanent	61 293 039	60 899 160	60 867 886	61 055 082
agents recenseurs	8 904	8 904	8 904	8 904
etudiant stagiaire ent	5 174	5 174	5 174	5 174
musicien	215 587	215 000	215 000	215 000
pompiers	20 099	20 000	20 000	20 000
saisonnier ou occasionnel	502 030	502 000	502 000	502 000
service civique	3 625	4 000	4 000	4 000
surveillant vacataire	55 908	58 000	58 000	58 000
vacataire	349 086	390 000	390 000	390 000
vacataire alloc.chomage	6 239			
vacataire medecin	9 506	7 000	7 000	7 000
autres ms hors rh	656 955	600 000	600 000	600 000
sous-total autres catégories	1 833 113	1 810 079	1 810 079	1 810 079
Sous-total MS	63 126 151	62 709 239	62 677 965	62 865 161
Stationnement	-769 934	-790 000	-790 000	-790 000
total	62 356 217	61 919 239	61 887 965	62 075 161
Mutualisation DSI (11 agents)	500 985	545 410	545 410	545 410
Mutualisation Com publique (4 agents)	149 037	164 000	164 000	164 000
Mutualisation DRH (28 agents)	895 600	1 204 223	1 204 223	1 204 223
Sous-total Mutualisation	1 545 622	1 913 633	1 913 633	1 913 633
total MS + Mutualisation	63 901 839	63 832 872	63 801 598	63 988 794

6/ La dette au 01 Janvier 2019 pour les différents budgets de la ville.

BUDGET PRINCIPAL :

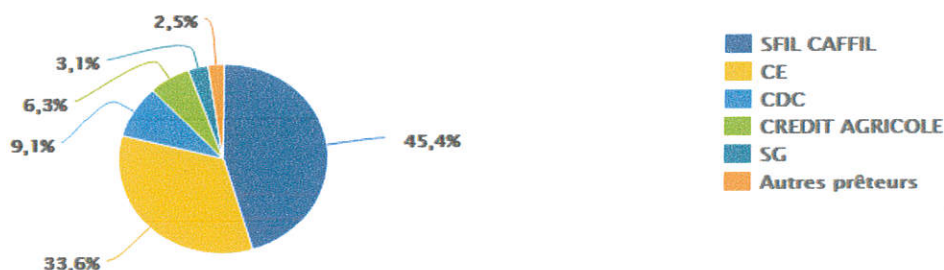
Suite aux divers refinancements réalisés ces dernières années, le profil de la dette de la Ville est désormais sécurisé dans sa totalité. Par rapport à ces opérations de sécurisation, la Ville a pu bénéficier du fonds de soutien aux emprunts structurés mis en place par l'Etat destiné à faire face aux charges supplémentaires annuelles générées par ces opérations. Cette aide annuelle de 354 000 € environ sera versée sur la durée résiduelle des emprunts à compter de 2016. Au 31 décembre 2018, l'encours de la dette du budget principal de la Ville s'élève à 74.534 millions d'euros. Le tableau ci après représente les évolutions de nos emprunts depuis le CA 2015.

Evolution du CRD	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	OB 2019
Encours au 01/01	70 789 909	78 230 171	76 131 642	74 534 113	72 462 617
Remboursement du capital	6 895 438	7 098 529	7 597 529	8 071 596	8 637 331
Produits des emprunts	6 100 000	5 000 000	6 000 000	6 000 000	7 500 000
Refinancements	8 235 700	-	-	-	-
Encours au 31/12	78 230 171	76 131 642	74 534 113	72 462 517	71 325 286

La dette par établissements bancaires est détaillée ci après :

Prêteur	CRD	% du CRD
SFIL CAFFIL	32 896 218,29 €	45.40 %
CAISSE D'EPARGNE	24 332 842,62 €	33.58 %
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	6 583 117,19 €	9.08 %
CREDIT AGRICOLE	4 600 000,00 €	6.35 %
SOCIETE GENERALE	2 230 927,07 €	3.08 %
Autres prêteurs	1 819 411,44 €	2.51 %
Ensemble des prêteurs	72 462 516,61 €	100.00 %

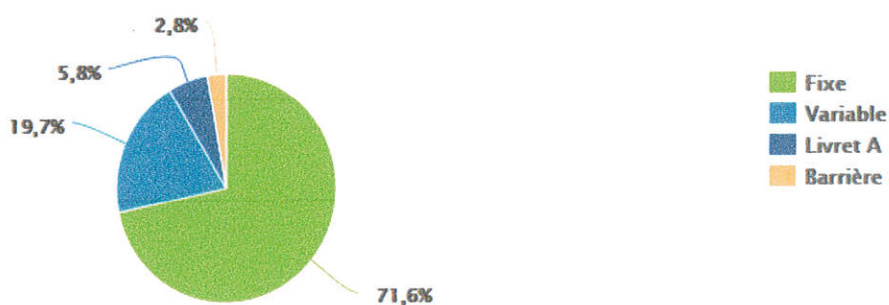
Dette par prêteur



Au 01 Janvier 2019, la répartition de l'encours global de la dette est la suivante : 97.17 % à taux fixe classification 1A et 2.83 % à taux variable avec barrière classification 1B.

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	51 912 584,14 €	71.64 %	3.65 %
Variable	14 304 816,46 €	19.74 %	1.62 %
Livret A	4 197 101,34 €	5.79 %	1.33 %
Barrière	2 048 014,67 €	2.83 %	4.15 %
Ensemble des risques	72 462 516,61 €	100.00 %	3.13 %

Dette par type de risque (avec dérivés)



Dette selon la charte de bonne conduite



Le profil d'extinction moyen sur les 4 prochaines années est le suivant hors nouvel emprunt :

Type de taux	Ca 2018	OB 2019	OB 2020	OB 2021	OB 2022
Encours moyen	73 038 212	66 996 890	58 725 950	51 138 598	43 707 116
Capital remboursé pour la période	7 597 529	8 637 331	7 699 302	7 425 347	7 492 478
Intérêts calculés sur la période	2 573 178	2 243 002	1 962 567	1 724 650	1 515 770
Taux moyen calculé	3.16 %	3.10 %	3.07 %	3.10 %	3.10 %

Pour l'année 2019, le taux d'intérêt moyen de la dette est de 3.10 %.

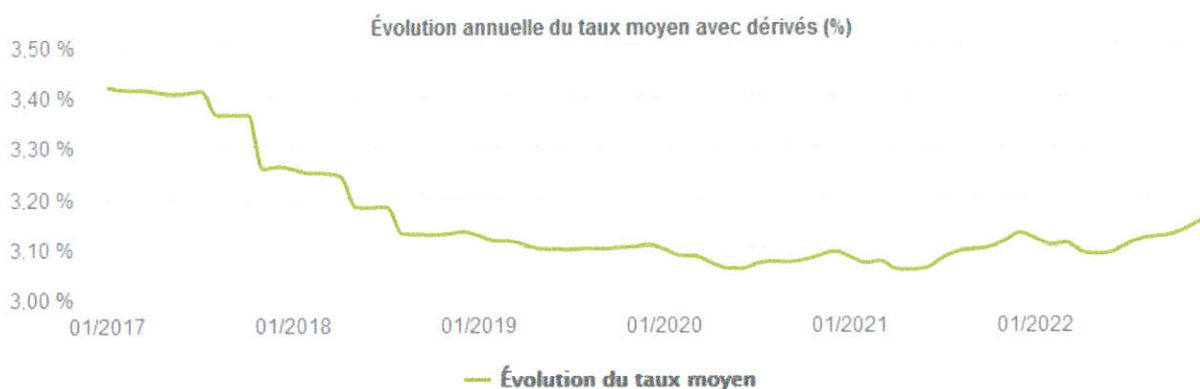


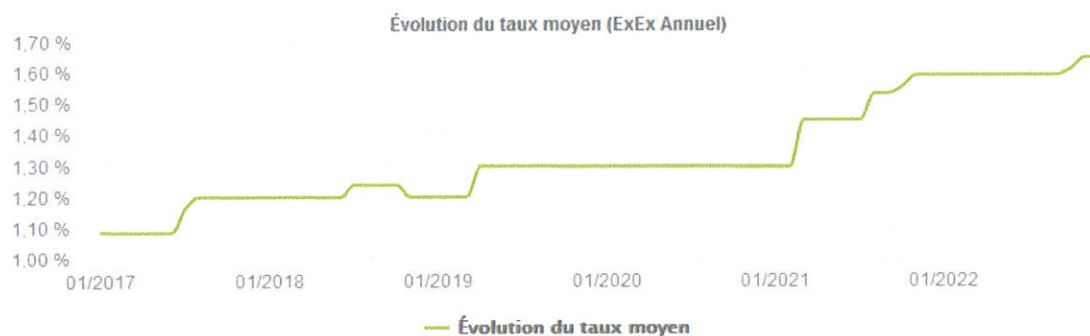
Tableau de l'impact budgétaire et comptable du refinancement des emprunts toxiques contractés en 2005 – 2006.

Total des annuités liées au refinancement			
9 915 700	Capital	Intérêts	flux
01/05/2015	105 848	62 349	168 198
01/05/2016	776 015	360 793	1 136 808
01/05/2017	794 340	331 426	1 125 767
01/05/2018	813 582	302 374	1 115 955
01/05/2019	833 785	272 616	1 106 401
01/05/2020	854 999	242 781	1 097 780
01/05/2021	877 273	210 842	1 088 115
01/05/2022	900 661	178 749	1 079 410
01/05/2023	925 218	145 800	1 071 018
01/05/2024	951 003	112 257	1 063 260
01/05/2025	978 078	77 155	1 055 233
01/05/2026	1 006 506	41 368	1 047 874
	9 817 308	2 338 510	12 155 818

DETTE BUDGET ANNEXE ANRU :

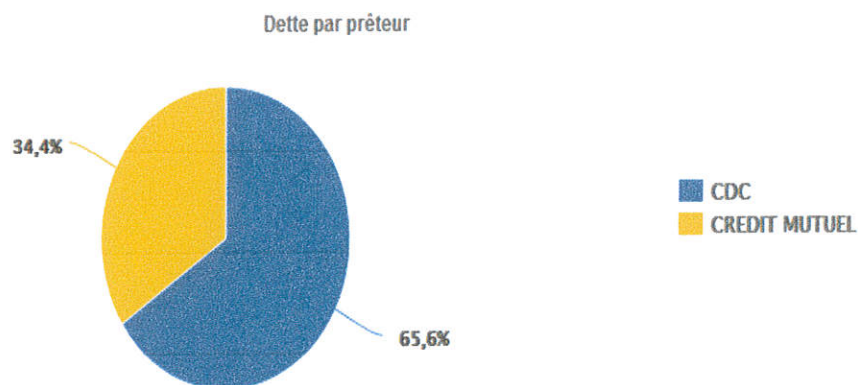
Synthèse de votre dette au 31/12/2018

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Marge sur Euribor 3 mois (%)
17 440 556 €	1.19 %	13 ans et 2 mois	7 ans et 9 mois	14	0,90 %



La dette par établissements bancaires est détaillée ci après :

Prêteur	CRD	% du CRD
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	11 440 555,89 €	65.60 %
CREDIT MUTUEL	6 000 000,00 €	34.40 %
Ensemble des prêteurs	17 440 555,89 €	100.00 %

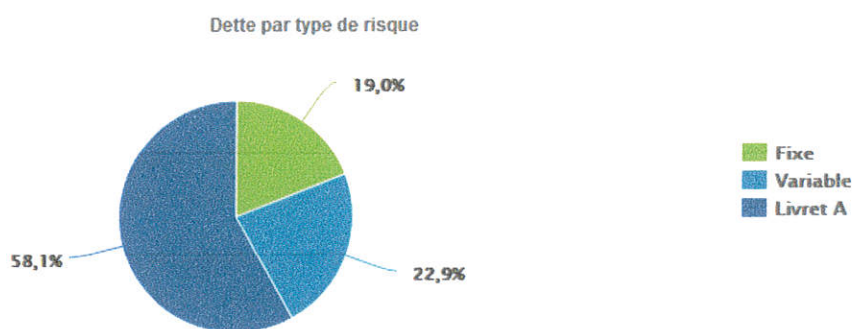


Concernant les prêts contractés auprès du Crédit Mutuel il est à noter qu'il ne s'agit pas d'emprunts dit « classiques ». Nous avons jugé opportun de préfinancer l'encaissement des subventions attendues. En effet le principe qui régit les versements des subventions aux collectivités repose sur la justification du paiement des travaux. Cette pratique est de nature à entraîner, pour les collectivités, des difficultés et des déséquilibres de trésorerie puisqu'il s'agit de préfinancer les subventions attendues. C'est pour ces raisons

que nous avons décidé de recourir à deux crédits relais de quatre et deux millions d'euros. (Celui de 4 millions d'euros sera remboursé au cours du premier trimestre 2019).

L'analyse par type de risque est détaillée dans le tableau ci après :

Type	Encours	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	3 315 675,97 €	19.01 %	1.11 %
Variable	4 000 000,00 €	22.94 %	0.87 %
Livret A	10 124 879,92 €	58.05 %	1.35 %
Ensemble des risques	17 440 555,89 €	100.00 %	1.19 %



Dettes selon la charte de bonne conduite

Risque faible



Pour être complet, le montant du flux 2019 de la dette est de 314 310 € se répartissant ainsi :

- Montant du capital à rembourser : 225 230 €.
- Montant des intérêts des emprunts : 62 460 €.
- Auxquels s'ajoutent les intérêts liés aux prêts relais : 26 620 €.

DETTE DU BUDGET ANNEXE DU STATIONNEMENT

Le montant de l'annuité 2019 de la dette est fixé à hauteur de 137 415 € selon la répartition suivante :

- Montant du capital à rembourser : 93 980 €
- Montant des intérêts à payer : 43 435 €

Le seul emprunt souscrit sur ce budget annexe est classée 1A, soit la classification la moins exposée aux risques.

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx, Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes	Marge sur Euribor 3 mois (%)
1 015 337 €	4.50 %	8 ans et 11 mois	4 ans et 10 mois	1	0,90 %

Prêteur	Année de réalisation	Montant initial	Durée résiduelle	Taux	Risque de taux	Capital restant dû
Caisse d'Epargne	2012	1 500 000.00 €	8A 11M	4.50 %	Fixe	1 015 336.83
		1 500 000.00 €				1 015 336.83

Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible



7/ LES DONNEES SUR CHARGES DE PERSONNEL – CHAPITRE 012

L'inscription concernant les charges de personnel avoisinera pour l'exercice 2019 **62.5 M€**. En 2019, les mutualisations initiée entre la Ville d'Ajaccio et la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien sur les Direction des Ressources Humaines, Direction des Services de l'Information, Direction de la commande publique sont effectives. La mutualisation des Services Juridiques se fera elle en cours d'exercice.

Dans le cadre de la mutualisation le personnel ville affecté à ces services s'est vu transféré dans les services mutualisés au sein de la CAPA, cela signifie donc une baisse du 012 qui sera compensée à l'euro près par une baisse du chapitre 73.

Les variations des charges de personnels en 2019 sont guidées avec des éléments externes et internes.

Externes : La loi de Finance 2019 avec comme principales conséquences sur les charges de personnels le dégel du PPCR. Aux éléments de la loi de finance 2019 on peut ajouter le non renouvellement des contrats aidés décidé par l'état en 2018 en année pleine pour ce nouvel exercice. S'ajoute également la mise en place reportée de 2018 à 2019, pour cause de non publication des décrets (filière technique), d'un nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP).

Internes : Avec les mutualisations de services avec la communauté d'agglomération (en année pleine pour la DRH, la DSI et la DCP ; sur une partie de l'exercice pour le service juridique, le non remplacement de certains départs à la retraite et la maîtrise des effectifs tout en gardant comme ligne directrice le niveau de service public que nous souhaitons offrir aux Ajacciens, à savoir, le meilleur possible.

Les Avantages en nature :

- **Participation Financière de la VILLE aux Contrats des Mutuelles Labellisées :**

Depuis 2012, la MAIRIE d'AJACCIO participe au financement d'un contrat d'assurance-santé complémentaire souscrit par ses agents territoriaux.

Pour être éligibles, les contrats de ces mutuelles doivent avoir été labellisés.

La participation de la VILLE pour chaque agent est de 1.00 euro par mois.

Evolution sur les 4 dernières années :

Année	Nb D'agents	Montant Total
-------	-------------	---------------

2015	76	815
2016	61	720
2017	82	971
2018	91	1001

- **Participation Financière de la VILLE aux Contrats de Prévoyance MNT :**

Par délibération n°2012/208 du Jeudi 4 octobre 2012 le Conseil Municipal a autorisé le recours à la procédure de convention de participation pour le risque prévoyance.

C'est la MNT qui a été choisit pour prestataire.

La participation de la VILLE a débuté en 01/2014 et se décompose comme suit :

Indice Majoré de L'agent	Participation Mensuelle de la VILLE
A partir de 351	5.00
A partir de 451	3.00
A partir de 551	2.00

Evolution sur les 4 dernières années :

Année	Nb d'Agents	Montant
2015	383	21 222,00
2016	379	21 345,00
2017	376	20 877.00
2018	373	19 933.00

- **Participation Financière de la VILLE aux frais de transport des agents publics :**

L'application du décret n°2010-676 du 21 juin 2010 donne la possibilité aux Collectivités Territoriales de prendre en charge partiellement le prix des titres d'abonnements

correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence et leur lieu de travail.

Une Convention entre la Communauté d'Agglomération du Pays Ajaccien et la Mairie d'Ajaccio a été signée permettant une participation de l'employeur à hauteur de 50% du coût des abonnements.

Ainsi la MAIRIE d'AJACCIO rembourse 50% de l'abonnement des agents publics soit 10.00 euros par mois.

En 2012 dans le cadre de la politique de stationnement mise en place pour les agents municipaux, il a été acté par délibération n°2012/98 du mercredi 18 avril 2012, de rembourser 20 euros mensuels sur les abonnements pris par les agents publics.

Depuis Janvier 2018 et la mise en place de nouveaux tarifs sur le stationnement en Ville, les agents municipaux bénéficient du remboursement des 20 € mensuels appliqué directement sur le tarif professionnel auquel ils sont éligibles.

Année	Nb d'Agents	Montant
2015	210	26 432,50
2016	194	23 964,50
2017	207	25 435.00
2018	36	2 730.00

- **Les logements de fonction :**

Il s'agit des avantages déclarés par la ville et qui concernent l'ensemble de ses agents logés pour nécessité absolue de service.

Année	Nb d'Agents	Montant
2015	15	33 216,10
2016	14	27 256,10
2017	14	24 967.60
2018	13	23 165.40

- **Les Tickets Restaurants :**

En Janvier 2004 la Ville a instauré l'attribution de tickets-restaurant pour les personnels communaux. Depuis le 1er Janvier 2014 la valeur des tickets-restaurant a s'élevait à 8 € 00 ; Au 1^{er} Janvier 2018 celle-ci est réévaluée à 8€50 avant de passer à 9 € 00 au 1^{er} Janvier 2019.

La répartition de la prise en charge, reste inchangée. La Ville participe toujours à hauteur de 60 % (5€10) et l'agent à 40 % (3€40).

Le nombre maximum de tickets pouvant être attribué mensuellement est fixé à 18, de janvier à novembre, et à 15 pour le mois de décembre.

Les jours de travail comptabilisés pour l'attribution des tickets sont des jours effectivement travaillés. En cas d'absence de l'agent (sauf congés annuels), le nombre de tickets est donc réduit proportionnellement au nombre de jours d'absence.

Année	Nb d'Agents	Montant
2015	1342	1 987 696,00
2016	1371	1 999 568,00
2017	1233	2 007 040.00
2018	1307	1 903 372.20

Le temps de Travail

Le temps de travail des agents est à minima de 35 heures hebdomadaires conformément au décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 relatif au temps de travail. La Ville compte cependant des agents à temps non complet dont le temps de travail est inférieur à 28 heures hebdomadaires.

Au 31 décembre 2018, **1403 Fonctionnaires** sur emploi permanent (Titulaires et Stagiaires) ont été rémunérés dont 97 à temps non complet.

Entre 2014 et 2018 la proportion des agents Fonctionnaires à temps non complet a été diminuée :

Année	Nb de Fonctionnaires	Dont Agents à temps non complet	Evolution
2014	1400	91	
2015	1357	85	-0,24%
2016	1332	74	-0,71%
2017	1331	70	-0.30%
2018	1403	97	+1,65%

Pour les agents titulaires à temps non complet la répartition du temps de travail est la suivante :

Année	Agents à temps non complet	Agents Moins de 28h00	Agents à 28h00
2014	91	26 (28,6 %)	65 (71,4 %)
2015	85	16 (18,8%)	69 (81,2 %)
2016	74	9 (12,2%)	65 (87,8 %)
2017	70	8 (11,4%)	62 (88,6 %)
2018	97	10 (10,3%)	87 (89,7 %)

Au 31 décembre 2018, **148 Contractuels** sur emploi permanent (Agents en CDI, Agents en remplacement de fonctionnaires), hors Contrats aidés et Apprentis ont été rémunérés dont 30 à temps non complet.

Année	Nb de Contractuels	Dont Agents à temps non complet	Evolution contractuels à temps non complet
2014	130	24	
2015	116	18	-2,94%
2016	202	37	2,80%
2017	246	30	-6.12%
2018	148	10	-5.44%

Pour les agents contractuels à temps non complet la répartition du temps de travail est la suivante :

Année	Agents à temps non complet	Agents Moins de 28h00	Agents à 28h00
2014	24	11 (45,8 %)	13 (54,2 %)
2015	18	7 (38,9 %)	11 (61,1 %)
2016	37	6 (16,2 %)	31 (83,8 %)
2017	60	7 (11,7 %)	53 (88,3 %)
2018	10	1 (10%)	9 (90%)

Les Effectifs :

Au 31 décembre 2018 la répartition des effectifs est la suivante :

Nombre d'agents payés	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
Titulaires/Stagiaires	1400	1357	1332	1331	1403
Contractuels/Service Civiques	130	116	202	248	148
Contrats Aidés	67	91	93	35	2
Total	1 597	1 564	1 627	1 614	1 553 (+43 mutualisés)

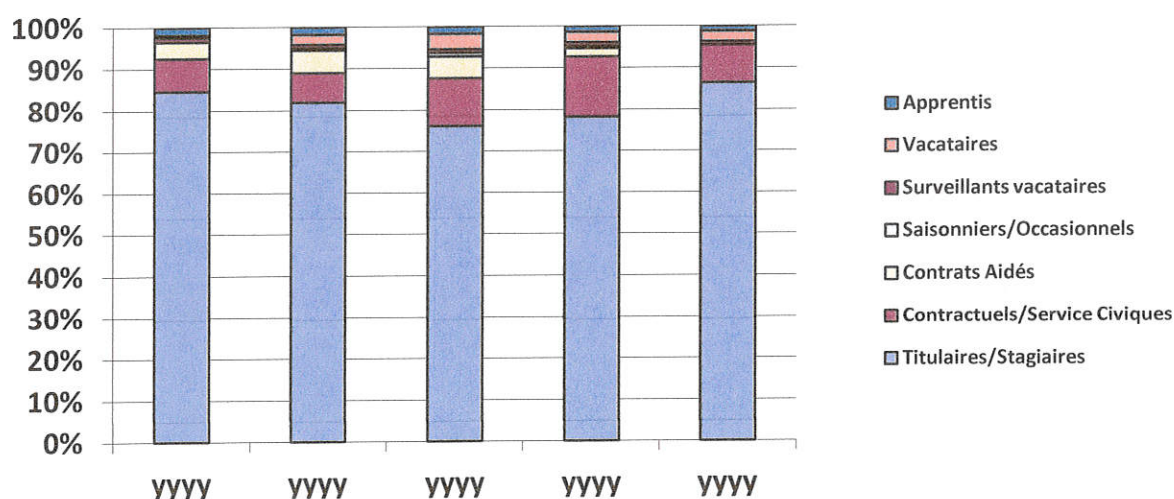
Nous constatons une baisse du nombre de contrats par rapport à 2017 de 18 agents (soit – 1.11%).

Les variations entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 du nombre de contractuels et de contrats aidés s'explique par la transformation de contrats aidés en CDD avec la fin des aides de l'état.

Saisonniers/Occasionnels		9	16	10	0
Surveillants vacataires	15	13	13	13	12
Vacataires	12	41	66	43	41
Apprentis	30	29	30	24	20
Au global	1 654	1 656	1752	1 704	1 626 (+43)

Les variations entre le 31/12/2017 et le 31/12/2018 du nombre de contractuels et de titulaire/Stagiaires s'expliquent par la stagiairisation des contractuels avec une ancienneté supérieur ou égal à 3 ans dans la collectivité dans le cadre d'un plan de résorption de la précarité.

Au global entre 2017 et 2018 le nombre d'agents payés par la ville a baissé de 35 postes (78 avec les mutualisations), soit - 2.05% et ce en neutralisant la baisse due à la mutualisation.



La répartition par filières des Fonctionnaires sur les fonctionnaires titulaires :

Filières	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
Administrative	332	315	322	316	297
Technique	591	574	561	574	628
Animation	76	76	74	74	80
Culturelle	81	80	79	77	76
Médico-Social	64	63	61	71	63
Police	36	39	41	43	42
Social	197	190	176	165	200
Sport	13	12	11	11	11
Autres	10	8	7	0	6
	1400	1357	1332	1331	1403

L'augmentation du personnel technique correspond au renfort des services à vocation technique (écoles, propreté urbaines, espaces verts, voirie, services techniques).

La répartition par catégories sur emploi permanent (effectif mutualisé compris) – Titulaires/contractuels/emplois aidés.

Catégories	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
A	83	86	92	98	100
B	108	107	114	113	106
C	1 406	1371	1 421	1 403	1 390
	1597	1 564	1 627	1 614	1 553 (+43 mutualisés)

Taux d'encadrement global à périmètre constant :

Le taux de cadre A est passé de 5.19 % en 2014 à 6.26 % en 2018.

Pour les cadres B, le taux passe de 6.67 % en 2014 à 6.64 % en 2018.

On constate une augmentation du taux d'encadrement par la catégorie A et une stabilisation du taux d'encadrement par la filière B entre 2014 et 2018.

Un retard demeure sur l'encadrement intermédiaire.

Les Emplois d'avenir :

En 2017 l'état a mis fin aux principes des emplois aidés, cela a une conséquence directe sur le budget de la collectivité. Les agents en emploi aidé se sont vu proposer un contrat durée déterminée. Au 31/12/2018 il ne reste que 2 emplois aidés au sein de la collectivité dont la fin de contrat est en 2019.

Le régime indemnitaire :

Le régime indemnitaire (NBI compris) de la Ville a évolué de la façon suivante :

- 2014 : 5 630 445.64 euros
- 2015 : 5 889 870.10 euros (+ 259 425 € / + 4.6%)
- 2016 : 6 283 392.93 euros (+ 393 522 € / + 6.7%)
- 2017 : 6 821 957.90 euros (+ 538 565 € / + 8.6%)
- 2018 : 6 869 347.85 euros (+ 47 390 € / + 0.69%)

On constate une augmentation du régime indemnitaire entre 2014 et 2018. Cette augmentation est dans le cadre d'une harmonisation des régimes indemnitaires au sein des services et entre agents de mêmes fonctions au sein de la collectivité. Cette augmentation est également la conséquence de la révision du RI pour des services tels que la petite enfance au la direction de l'Education et Vie Scolaire en 2018.

Afin d'assurer une maîtrise de ce régime indemnitaires une commission d'arbitrage a été mise en place deux fois par an depuis 2017, afin de s'assurer de l'harmonisation des décisions de révisions mais également d'assurer la maîtrise de l'enveloppe associée.

Si les décrets le permettent, la collectivité mettra en place le RIFSEEP en 2019 (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel). Un travail a été initié depuis décembre 2017 afin de permettre l'instauration de ce régime indemnitaire dans les meilleures conditions pour la collectivité et les agents. Ce régime indemnitaire, transposition de celui mis en place dans la fonction publique d'Etat, permettra de continuer la démarche d'harmonisation des RI a fonctions équivalentes mais sera également l'occasion de mettre en place une part du régime indemnitaire lié à la performance. Le régime indemnitaire deviendra donc un outil de management et de motivations au service de la collectivité.

Le CA 2018 devrait aboutir à un montant de 62.4 M€ au niveau de la masse salariale du budget principal (régie des parkings comprise).

Pour 2019 il est prévu de maintenir le budget à un montant équivalent en maîtrisant le GVT, les évolutions de RI (principalement lié au RIFSEEP), et les éventuels besoins de remplacement par le non remplacement de certains agents partant à la retraite. Cette démarche déjà initiée en 2017 a permis de visualiser les effets sur le 012 dès 2018, il est attendu un effet du même type pour 2019.

Au cours des derniers exercices budgétaires, la municipalité a dû pallier à des carences opérationnelles au niveau des effectifs (Police Municipale, Propreté Urbaine, Enfance, etc) ce qui a contribué à une augmentation structurelle de la masse salariale. Depuis octobre 2016 un travail minutieux engagé en commun entre la Direction des Ressources Humaines et le Contrôle de Gestion a permis un suivi des effectifs et de l'impact des décisions sur le chapitre 012 notamment en terme, d'absentéisme, de remplacement des départs à la retraite ou encore d'enveloppe disponible pour les régimes indemnitaires et les CAP. Ce travail fait en amont pourra se constater sur le CA de l'exercice 2018, avec pour perspective une continuité de l'effet sur les exercices à venir dont l'exercice 2019.

8/ les budgets annexes.

A côté du budget principal il existe 4 autres budgets, 4 budgets annexes dont ceux du Port et du Parking qui sont des régies avec autonomie financière.

Concernant le budget de stationnement.

Le résultat 2018 malgré plus de 4 mois de gratuité lors de la mise en place de la loi Maptam relative au stationnement sera à l'équilibre quant à sa section de fonctionnement.

L'exercice 2019 sera conforme aux exercices précédents et devrait dégager près de 200 000€ d'excédent en fonctionnement pour près de 1 200 000€ de recettes.

Le paiement par smartphone est effectif depuis la fin de l'exercice 2018.

L'encours de la dette est de 1 015 336 € et l'annuité (intérêt + capital) de la dette en 2019 de 137 000€.

Concernant le budget de l'ANRU.

Ce budget a été créé en 2015 pour plus de lisibilité sur la convention du projet de renouvellement urbain.

Il s'agit d'un budget principalement d'investissement.

La section de fonctionnement est alimentée par le budget principal, il s'agit de rembourser les charges financières afférentes aux financements des investissements.

Les dépenses de fonctionnement s'établiront à près de 500 000€ contre 380 000€ en 2018.

L'exercice 2019 voit l'encours de dette s'établir à 7.67 M€ (12 emprunts) + 1.58 M€ = 9.25 M€.

Le remboursement de l'annuité de la dette est de près de 300 000€.

L'appel en emprunt sur l'exercice 2019 est de 1.58 M€ (caisse des dépôts et consignation).

Ainsi après consolidation du budget principal et de ses 2 budgets annexes, l'encours de dette en 2019 après retraitement (neutralisation des 8.235 M€ inscrits fictivement suite à la sortie des emprunts toxiques) s'élèvera à $(72.462 - 8.235 + 1.015 + 9.25) = 74.48$ M€.

Le besoin de financement consolidé, (emprunts - remboursements d'emprunt) = la variation de la dette, est le suivant : $(7.5 - 8.6 - 0.094 - 0.225) = - 1.42$ M€.

La ville poursuit donc son désendettement depuis 2014.

Concernant la régie avec autonomie financière du parking Diamant :

Les dépenses de fonctionnement en 2019 seront quasi équivalentes à celles de 2018, à savoir près de 1.3 M€ dont près de 40% de charges de personnel.

Le remboursement du capital des emprunts se chiffre pour 2019 à 411 000€, aucun emprunt n'est nécessaire pour financer la section d'investissement. Aucun emprunt n'a été réalisé depuis la création de ce budget annexe en 2016.

Le besoin de financement est donc négatif de 411 000€.

L'encours de dette est de 9 M€ (encours de dette de l'ancien budget de stationnement).

L'année 2018 a enregistré la 3^{ème} et dernière année de paiement de la pénalité de sortie de la DSP avec q-park.

Le parking malgré la pénalité de 398 000 € en 2018 présentera un excédent de sa section de fonctionnement de près de 400 000€, cela signifie qu'à partir de l'exercice 2019 la section de fonctionnement alimentera de près de 800 000€ par an la section d'investissement.

Ainsi dès 2019 les investissements liés à un nouveau système de barrières plus moderne et à un nouvel éclairage seront autofinancés. Plus de 800 000€ investis sans recourir à l'emprunt. Puis l'investissement portera sur l'extension de près de 200 places du parking diamant.

Concernant la régie avec autonomie financière du Port de plaisance Charles Ornano :

Les dépenses de fonctionnement en 2019 seront quasi équivalentes à celles de 2018, à savoir près de 1.9 M€ dont près de 40% de charges de personnel (730 000 €).

Les charges à caractères générales retracent les charges liées à la maintenance et à l'entretien des pannes flottantes, du matériel et des bâtiments, les frais de collecte des huiles usagées, les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone ainsi que les diverses taxes foncières et impôts et taxes pour un montant global de 1 035 500 €.

Les redevances d'exploitation représentent plus de 2 000 000 € de recettes.

Le remboursement du capital des emprunts se chiffre pour 2019 à 290 000€, aucun emprunt n'est nécessaire pour financer la section d'investissement.

Le besoin de financement est donc négatif de 290 000€.

L'encours de dette est de 2.2 M€.

Les dépenses d'équipements pour 2019 totalisent 209 895 € ; ce montant est dédié à l'acquisition de divers équipements et à des travaux pour l'aménagement des bâtiments et l'amélioration des installations techniques portuaires dans le cadre du programme Interreg PORT5.

Conclusion :

Après consolidation du budget principal et des budgets annexes il apparaît en 2018 que les dépenses de fonctionnement diminuent et se stabiliseront en 2019, quant au besoin de financement il est négatif (-1.42 -0.7 = - 2.12 M€), c'est à dire que la dette globale diminue d'autant en 2019 par rapport à 2018.

Concernant l'encours global de dette (hors port) il se chiffre à 83.5 M€ en 2019 (après retraitement de l'inscription de sortie des emprunts toxiques) contre 82.71 M€ en 2014 et sur la même période la ville a investi plus de 150 M€.

ANNEXES : Programmation pluriannuelle ANRU.

N° opé.	Nom de l'opération	Réalisé (CP 2014 compris)	2015	BP 2016	DM 2016	2017	2018	2019	TOTAL (en euros T.T.C.)	TOTAL (en euros T.T.C.)	observation	Marchés
	PRU Cannes Salines	23 364 098	11 298 849	7 908 128	-191	20 559 576	21 646 218	17 114 441	101 791 118	101 445 986		
8.01	Avenue Peraldi	0	0	515 626	257 813	1 289 065	1 031 252		3 093 757 €	3 250 531 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
				26 129	13 065	65 323	52 258		156 774 €			
8.02	Avenue des Primevères	0	0	0		320 833	641 667	962 500	1 925 000 €	3 336 664 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						235 277	470 555	705 832	1 411 664 €			
8.03	Chemin Bonardi	0	0	0		72 582	145 164	217 746	435 491 €	585 092 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						24 934	49 867	74 801	149 601 €			
8.04	Rue Peretti	0	0	188 833	-169 950	642 033	472 083		1 133 000 €	1 358 610 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
				37 602	-33 842	127 846	94 004		225 610 €			
8.05	Place Binda	0	0	294 775	147 388	736 938	589 550		1 768 651 €	1 768 651 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
8.06	Place de Laitre de Tassigny	0	0	160 000	93 000	137 000	324 000	298 000	1 012 000 €	4 461 342 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						574 890	1 149 781	1 724 671	3 449 342 €			
8.07	Versini place des Cannes	0	0	50 000		281 057	662 115	993 172	1 986 344 €	1 986 344 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
8.08	Rue Moro Gafferi	0	0	330 000	0	825 000	825 000		1 980 000 €	2 503 434 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
				87 239	0	218 098	218 098		523 434 €			
8.09	Rue des Cannes	2 524 935		80 000		200 000	688 077	688 077	4 181 088 €	7 406 057 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						100 000	1 562 485	1 562 485	3 224 969 €			
8.10	BR Peraldi	1 116 646				959 402	1 918 804	4 797 009	8 791 860 €	8 791 860 €		renégociation lancée à reprendre
8.11	Rue François Pietri	0	0	427 167		1 067 917	1 067 917		2 563 000 €	3 222 221 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
				109 870		274 675	274 675		659 221 €			
8.12	Rue Transversales Sud	0	0	361 167		902 917	902 917		2 167 000 €	2 661 977 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
				82 496		206 240	206 240		494 977 €			
8.13	Chemin/Ruine Candia (AJA et SPL)	2 031 034				140 000	1 400 000		3 571 034 €	3 571 034 €	début d'exé - mars 2017	DCE MOE mars 2016 - DCE travaux en décembre 2016
8.15	Chemin des écoliers	70 000			52 000	270 597	218 597		611 194 €	611 194 €	début d'exé - mars 2017	MOE lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
8.16	Parc paysager	0	0	1 024 300	-500 000	1 780 376	256 075		2 560 751 €	2 560 751 €	début d'exécution févr 2016	Marché de travaux notifiés - relance de certains lots
8.17	Demolition bat ASPTT	81 000							81 000 €	81 000 €		opération terminée
8.18	Place des Salines	0	0	548 800		1 372 001	1 372 001		3 292 802 €	3 292 802 €	début d'exé - sept 2016	DCE travaux en janvier 2016
8.21	Parvis centre commercial						171 257	171 257	342 514 €	342 514 €		
8.23	Rue Transversales Nord	258 116				107 494	268 734	268 734	903 078 €	1 426 915 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						87 306	218 265	218 265	523 837 €			
8.24	Exutoires Cannes Salines	2 130 163	7 569 085						9 699 248 €	9 699 248 €		opération terminée
8.25	BR Finosello	259 829	800 000	302 324					1 361 853 €	1 361 853 €		opération en cours de finition
8.41	BR Alzo 1	0		50 000	1 660 335	576 825	1 442 063	1 442 063	5 171 286 €	5 171 286 €	début d'exé - avril 2017	DCE pour MOE fin 2016 - DCE pour travaux en mars 2017
8.26	BR Alzo 2	934 615							934 615 €	934 615 €		opération en cours de finition
8.27	Jardins familiaux	759 427							759 427 €	759 427 €		opération terminée
8.28	Démolition écoles	1 353 285	116 432	15 500		150 000	150 000	634 783	2 420 000 €	2 420 000 €		
8.29	Passerelle des Cannes	0	0	81 000	-50 000	237 020	402 031		670 051 €	670 051 €	début d'exé - janv 2017	DCE pour MOE fin 2016 - DCE pour travaux en mars 2017
8.30	VRD2					100 646	201 292	301 938	603 875 €	630 194 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						4 387	8 773	13 160	26 319 €			
8.32	VRD4					278 405	556 810	835 215	1 670 430 €	1 683 246 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						2 136	4 272	6 408	12 816 €			
8.34	VRD5					156 488	312 976	469 464	938 927 €	999 427 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						10 083	20 167	30 250	60 500 €			
8.36	VRD6					192 938	385 875	578 813	1 157 625 €	1 397 229 €	début d'exé - juin 2017	MOE (TC) lancée en juin 2016 - DCE travaux en octobre 2016
						39 934	79 868	119 802	239 604 €			
8.38	Acquisition EV et démol bat	456 000		50 000		423 500			929 500 €	929 500 €	début d'exé - juin 2017	DCE MOE juin 2016 - DCE travaux en janvier 2017
8.39	Acq Foncière Logement		241 380						241 380 €	241 380 €		opération terminée
9.01	Groupe Scolaire J Santarelli	9 109 632							9 109 632 €	9 109 632 €		opération terminée
9.03	Reconstruction GS sur site	655 749	34 516	2 658 625	-1 470 000	5 138 414	664 656		7 336 828 €	7 336 828 €	début d'exécution févr 2016	Marché de travaux notifiés - relance de certains lots
9.04	Maison de quartier	1 392 933	2 537 436	391 674					4 322 043 €	4 322 043 €		opération en cours de finition
9.05	Marché des Cannes	0	0	35 000		229 000	66 000		330 000 €	330 000 €	début d'exé - janv 2017	DCE pour MOE en fin 2016 - DCE pour travaux en sept 2016
9.06	Salle activités sportives Monte e Mare	231 034							231 034 €	231 034 €		opération terminée

Prospective des dépenses de fonctionnement :

Nature	Intitulés	CA 2017	CA 2018 provisoire	BP 2019	BP 2020
CHAP 011	Charges à caractère général	15 487 619	14 500 000	14 900 000	14 800 000
CHAP 012	Charges de personnel	64 077 960	62 350 000	62 500 000	62 500 000
CHAP 65	Autres charges de gestion	9 442 678	8 200 000	8 300 000	8 350 000
CHAP 014	Atténuations des produits	642 547	610 000	620 000	620 000
Total des dépenses réelles de gestion		89 650 802	85 660 000	86 32 000	86 270 000
CHAP 66	Charges financières	2 544 117	2 400 000	2 400 000	2 400 000
CHAP 67	Charges exceptionnelles	562 775	520 000	450 000	450 000
Total des dépenses réelles		92 757 695	88 580 000	89 170 000	89 120 000
CHAP 042	Opérations d'ordres	5 431 027	3 870 000	4 000 000	4 000 000
Total des dépenses		98 188 722	92 450 000	93 170 000	93 120 000

Les charges évitées du fait de la mutualisation et du transfert du CCAS à l'intercommunalité se chiffrent à 3.15 M€ (1.35 M€ CIAS sur le chapitre 65/ 1.6 M€ sur le chapitre 012 et 0.2 M€ sur le chapitre 011), l'AC versée par la CAPA à la ville est diminuée d'autant.

Les dépenses de gestion entre 2017 et 2018 baissent de près de 1% en neutralisant l'effet de la mutualisation et du transfert du CCAS.

Prospective des recettes de fonctionnement :

Nature	Intitulés	CA 2017	CA 2018 provisoire	BP 2019	BP 2020
CHAP 70	Produits des services	6 636 164	7 080 000	7 150 000	7 200 000
CHAP 73	Impôts et taxes	63 981 012	62 418 000	62 500 000	63 000 000
CHAP 74	Dotations et Subventions	21 883 041	21 950 000	22 000 000	22 000 000
CHAP 75	Autres produits gestion courante	800 783	466 000	500 000	500 000
CHAP 013	Atténuation des charges	322 844	340 000	340 000	340 000
Total recettes de gestion		93 623 845	92 254 000	92 490 000	93 040 000
CHAP 76	Produits financiers	368 552	365 000	365 000	365 000
CHAP 77	Recettes exceptionnelles	2 506 731	1 040 000	1 000 000	1 000 000
Total des recettes réelles		96 499 128	93 659 000	93 855 000	94 405 000
CHAP 042	Opérations d'ordre	0	0	0	0
Total des recettes		96 499 128	93 659 000	93 855 000	94 405 000

En 2018 les mutualisations effectuées, le transfert du CCAS à l'intercommunalité et la prise en compte d'une partie des charges de centralité ont fait diminuer les recettes du chapitre 73 de près de 2 M€ par rapport à 2017.

La baisse de 1.5 M€ constatée vient du fait de l'augmentation forfaitaire des bases appliquées par l'Etat qui atténue donc cette baisse de près de 500 k€.

Pour 2019 l'AC sera ajustée car les mutualisations seront comptabilisées sur 12 mois pleins.

Nous projetons donc une baisse de l'AC de près de 450 000 € par rapport à 2018.

Cette baisse devrait être compensée en 2019 par la majoration forfaitaire des bases fiscales prévues à 2.5% en LFi 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL
Ouï l'exposé de Monsieur Stéphane SBRAGGIA, adjoint délégué,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale compétente en date du 28 janvier 2019,

Et après un large débat au cours duquel sont intervenus :
M. Leonetti, M. le Maire, M. Luciani, M. Filoni et M. Voglimacci

PREND ACTE

des **Orientations Budgétaires, exercice 2019**, telles qu'exposées ci-dessus.

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Ville et d'un affichage en Mairie.

Fait et délibéré à AJACCIO les jour, mois, et an que dessus.
(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

LE MAIRE



Laurent MARCANGELI